

XX
XX
XX
XX

Ref : RF2023 – XXX / MINISTRE DE LA JUSTICE

REFERE SUSPENSION

**A Mesdames et Messieurs les Président et Conseillers du TRIBUNAL
ADMINISTRATIF de BORDEAUX**

A LA REQUETE DE :

- Monsieur XXX

Ayant pour Avocat :

Maître XXX

Décision d'aide juridictionnelle en cours

DECISION DEFEREE :

Décision de prolongation de la mesure d'isolement par mesure de protection ou de sécurité
au-delà de deux ans à compter du XXX du XXX prise par le Ministre de la Justice

✧

✧ ✧

I- RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

Monsieur XXX a été incarcéré le XXX et placé l'isolement depuis le XXX.

Depuis le début de l'année 2020, son isolement est quasiment continu en ce que les brèves interruptions correspondent au à des admissions en unité hospitalières ou à des transferts.
La mesure d'isolement actuelle est active depuis le XXX .

Il a été transféré à la maison d'arrêt de Gradignan le XXXet est libérable le XXX .

En 2023, il y a eu X CRI.

Des erreurs dans la convocation sont intervenus informant les conseils habituel et commis d'office de Monsieur XXX de la tenue d'une audience le XX à XX (pièce 2) puis le lendemain de la tenue d'une audience le mercredi XXXà XXX (pièce 3).

Pièce n°2 et 3

Malgré ce qui avait été communiqué dans le mail du XXX, le dossier n'était pas joint au mail.

Pièce n°3

L'entier dossier de la procédure a été envoyé au conseil commis d'office à la date du XXX à 16h09.

Pièce n°4

Le XXX, le Conseil de Monsieur XXX versait en procédure des observations écrites qui étaient également reprises à l'oral pendant le débat contradictoire.

Pièce n°4

Le XXX, la décision attaquée était rendue par le Ministre de la Justice laquelle autorisait la prolongation de l'isolement de Monsieur XXX pour une durée de 3 mois supplémentaires.

Pièce n°1

C'est la décision contestée.



Par requête du même jour, Monsieur XXXX a déposé une requête en annulation de la décision susvisée.

Il sollicite également du Tribunal Administratif de BORDEAUX qu'il ordonne la suspension de cette décision sur le fondement de l'article L.521-1 du code de justice administrative.

II- DISCUSSION

Aux termes de l'article L.521-1 du code de justice administrative :

« Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision.

Lorsque la suspension est prononcée, il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision dans les meilleurs délais. La suspension prend fin au plus tard lorsqu'il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision ».



I. SUR LA DEMANDE D'ADMISSION PROVISOIRE A L'AIDE JURIDICTIONNELLE :

Aux termes de l'article 20 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée : " Dans les cas d'urgence () l'admission provisoire à l'aide juridictionnelle peut être prononcée soit par le président du bureau ou de la section compétente du bureau d'aide juridictionnelle, soit par la juridiction compétente ou son président () ".

Monsieur XXX XXX a déposé une décision d'aide juridictionnelle sur laquelle il n'a pas été statué au jour des présentes.

Monsieur XXX sollicite le prononcer de son admission provisoire au bénéfice de l'aide juridictionnelle.



II. SUR L'URGENCE

Selon la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, cette condition d'urgence est en principe constatée en la matière :

Eu égard à son objet et à ses effets sur les conditions de la détention, la décision de l'administration pénitentiaire ordonnant le placement d'office d'un détenu à l'isolement, **tout comme les décisions de prolongation de ce placement portent une atteinte**

grave et immédiate à la situation de la personne détenue, de nature à créer une situation d'urgence au sens de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, sauf à ce que l'administration fasse valoir des circonstances particulières.

Conseil d'Etat, 7 juin 2019, n° 426772

L'urgence est dès lors présumée.



III. SUR LE DOUTE SERIEUX

Il existe

A- Sur la légalité externe

1) Sur l'incompétence de l'auteur de la décision querellée

En vertu des règles générales de compétence en droit administratif, Le Ministre de la Justice peut déléguer sa signature.

Cependant et sous peine de voir entacher d'incompétence l'acte, cette délégation doit être notifiée par écrit.

Il est constant que les personnes précédant le signataire de l'acte dans la chaîne des délégations de signature n'étaient ni empêchées ni absentes, à la date à laquelle la mesure a été prise, sauf à ce qu'il en soit justifié.

En conséquence, la décision que prise doit recevoir l'annulation.

2) Sur les vices de procédure affectants la décision querellée

a) Sur le vice procédural inhérent à la procédure de prolongation

En droit.

L'article R57-7-63 du Code de procédure pénale dispose que :

« La liste des personnes détenues placées à l'isolement est communiquée quotidiennement à l'équipe de l'unité de consultation et de soins ambulatoires de l'établissement.

Le médecin examine sur place chaque personne détenue au moins deux fois par semaine et aussi souvent qu'il l'estime nécessaire.

Ce médecin, chaque fois qu'il l'estime utile au regard de l'état de santé de la personne détenue, émet un avis sur l'opportunité de mettre fin à l'isolement et le transmet au chef d'établissement. »

L'article R57-7-64 du Code de procédure pénale poursuit :

« Lorsqu'une décision d'isolement d'office initial ou de prolongation est envisagée, la personne détenue est informée, par écrit, des motifs invoqués par l'administration, du déroulement de la procédure et du délai dont elle dispose pour préparer ses observations. Le délai dont elle dispose ne peut être inférieur à trois heures à partir du moment où elle est mise en mesure de consulter les éléments de la procédure, en présence de son avocat, si elle en fait la demande. Le chef d'établissement peut décider de ne pas communiquer à la personne détenue et à son avocat les informations ou documents en sa possession qui contiennent des éléments pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires.

Si la personne détenue ne comprend pas la langue française, les informations sont présentées par l'intermédiaire d'un interprète désigné par le chef d'établissement. Il en est de même de ses observations, si elle n'est pas en mesure de s'exprimer en langue française.

Les observations de la personne détenue et, le cas échéant, celles de son avocat sont jointes au dossier de la procédure. Si la personne détenue présente des observations orales, elles font l'objet d'un compte rendu écrit signé par elle.

*Le chef d'établissement, **après avoir recueilli préalablement à sa proposition de prolongation l'avis écrit du médecin intervenant à l'établissement,** transmet le dossier de la procédure accompagné de ses observations au directeur interrégional des services pénitentiaires lorsque la décision relève de la compétence de celui-ci ou du ministre de la justice.*

La décision est motivée. Elle est notifiée sans délai à la personne détenue par le chef d'établissement. »

Aux termes de l'article R. 57-7-73 du même code :

« Tant pour la décision initiale que pour les décisions ultérieures de prolongation, il est tenu compte de la personnalité de la personne détenue, de sa dangerosité ou de sa vulnérabilité particulière, et de son état de santé.

L'avis écrit du médecin intervenant dans l'établissement est recueilli préalablement à toute proposition de renouvellement de la mesure au-delà de six mois et versé au dossier de la procédure. »

En fait.

L'avis du médecin est une pièce indispensable de la procédure de prolongation d'une mesure d'isolement.

En l'espèce, cet avis a été demandé par le secrétariat administrative de la Maison d'arrêt de Gradignan au Docteur XXX en date du XXX.

Ce même jour à 9h32, le Docteur XXX répond par les termes suivants :

« Bonjour,

Monsieur XXX XXX bénéficie du suivi réglementaire au quartier d'isolement.
Bien cordialement, »

Pièce n°5

Ce suivi étant prescrit par l'article R 234-31 du code pénitentiaire.

« La liste des personnes détenues placées en confinement en cellule individuelle ordinaire et de celles présentes au quartier disciplinaire est communiquée quotidiennement à l'équipe médicale.

Le médecin examine sur place chaque personne détenue au moins deux fois par semaine et aussi souvent qu'il l'estime nécessaire. La sanction est suspendue si le médecin constate que son exécution est de nature à compromettre la santé de la personne intéressée. »

Il ne s'agit en aucun cas d'une demande d'avis médical donné par le médecin mais de l'affirmation que Monsieur XXX bénéficie du régime réglementaire.

Force est de constater qu'aucun avis médical n'apparaît sur ce dossier quant à l'opportunité de la prolongation de l'isolement de Monsieur XXX de sorte que cette décision sera entachée d'irrégularité.

Il est par conséquent demandé la fin de la mesure d'isolement de Monsieur XXX, le chef d'établissement n'étant pas informé de l'opportunité d'un renouvellement de cette mesure sur le plan médical tel que prescrit par le Code de procédure pénale.

La décision querellée encourt dès lors l'annulation.

b) Sur le vice tiré de l'absence de contradictoire respectant les droits de la défense de Monsieur XXX

Le Code pénitentiaire consacre la garantie des droits de la défense (notamment les articles R33-1 à D313-17).

Au sein du contentieux de la prolongation de la période d'isolement ses droits sont consacrés à l'article R57-7-64 du Code de procédure pénale poursuit :

*« Lorsqu'une décision d'isolement d'office initial ou de prolongation est envisagée, la personne détenue est informée, par écrit, des motifs invoqués par l'administration, du déroulement de la procédure et du délai **dont elle dispose pour préparer ses observations.** Le délai dont elle dispose ne peut être inférieur à trois heures à partir du moment où elle est mise en mesure de consulter les éléments de la procédure, en présence de son avocat, si elle en fait la demande. Le chef d'établissement peut décider de ne pas communiquer à la personne détenue et à son avocat les informations ou documents en sa possession qui contiennent des éléments pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires.*

*Si la personne détenue ne comprend pas la langue française, les informations sont présentées par l'intermédiaire d'un interprète désigné par le chef d'établissement. **Il en est de même de ses observations, si elle n'est pas en mesure de s'exprimer en langue française.***

Les observations de la personne détenue et, le cas échéant, celles de son avocat sont jointes au dossier de la procédure. Si la personne détenue présente des observations orales, elles font l'objet d'un compte rendu écrit signé par elle.

Le chef d'établissement, après avoir recueilli préalablement à sa proposition de prolongation l'avis écrit du médecin intervenant à l'établissement, transmet le dossier de la procédure accompagné de ses observations au directeur interrégional des services pénitentiaires lorsque la décision relève de la compétence de celui-ci ou du ministre de la justice.

La décision est motivée. Elle est notifiée sans délai à la personne détenue par le chef d'établissement. »

Le contradictoire est un principe directeur du procès administratif en vertu duquel les parties reçoivent communication des mémoires et des pièces et ont la possibilité d'y répondre.

Le Conseil d'État l'a qualifié de principe général du droit applicable même sans texte devant toutes les juridictions administratives (CE, sect., 12 mai 1961, Sté La Huta, n° 40674).

Pour le Conseil constitutionnel, il apparaît comme le corollaire du principe constitutionnel des droits de la défense (Cons. const. 29 déc. 1989, n° 89-268 DC).

La Cour européenne des droits de l'homme y voit, quant à elle, un aspect fondamental du droit au procès équitable au sens de l'article 6 §1 de la Convention (CEDH 18 fév. 1997, Nideröst-Huber c/ Suisse). Il apparaît aujourd'hui à l'article L. 5 du code de justice administrative, au terme duquel « l'instruction des affaires est contradictoire ».

En l'espèce, il appert de la décision querellée qu'elle ne vise aucunement les observations écrites par le Conseil de Monsieur XXX XXX d'une part, ni des observations verbales reprises par ce dernier et des observations verbales de Monsieur XXX lui-même.

De sorte qu'il est impossible en l'état de pouvoir vérifier que le respect du contradictoire a pu être respecté par le versement aux débats des observations de Monsieur XXX et de son conseil.

Pièce n°1 et 6

Qu'il y a de rappeler que le délai laissé au Conseil pour pouvoir les produire était inférieur à 24h.

La décision querellée encourt dès lors l'annulation.

3) Sur l'insuffisance de motivation de la décision querellée

Aux termes de l'article R. 57-7-64 du même code :

" L'isolement ne peut être prolongé au-delà de deux ans sauf, à titre exceptionnel, si le placement à l'isolement constitue l'unique moyen d'assurer la sécurité des personnes ou de l'établissement. Dans ce cas, la décision de prolongation doit être spécialement motivée ".

La décision ne répond pas aux exigences de motivation posées par la loi.

En effet comme précédemment indiqué, la décision ne tient pas compte des observations qui ont pu être réalisées par le requérant et son conseil de sorte que la décision s'est contenté de manière synthétique à reprendre à l'identique les décisions antérieures sans analyser au jour où elle se prononçait la réalité de la situation de Monsieur XXX.

Chaque décision de placement à l'isolement, la première comme les décisions ultérieures de prolongation ou de refus de mainlevée, doit se fonder sur une appréciation des circonstances de fait existantes à la date à laquelle elle est prise et ne dépend pas des décisions précédentes.

La décision querellée encourt dès lors l'annulation.

Pour ces motifs, le requérant est fondé à demander l'annulation de la décision du ministre de la Justice contestée.

B- Sur la légalité interne

a) Sur l'assimilation de la décision d'isolement à une mesure disciplinaire

Rappelons que l'isolement dans le milieu carcéral a pu être qualifié par l'IOP et le comité contre la torture de torture « blanche ».

Que le rapporteur public près le Conseil d'Etat en sa séance du 22 mai 2019 avait attiré l'attention en ce que :

« S'agissant des mesures de mise à l'isolement, la méconnaissance de l'article 3 relatif à l'interdiction des traitements inhumains et dégradants constitue à n'en pas douter un grief « défendable ». Dans sa décision Legret c/ France, en 2000 (précitée), la Cour a reconnu, nous vous l'avons dit, que l'interdiction de contacts avec d'autres détenus pour des raisons de sécurité, de discipline et de protection ne constitue pas en elle-même une forme de peine ou traitement inhumain. Mais elle n'a pas exclu qu'une telle mesure puisse être contraire à l'article 3, et elle a indiqué que pour évaluer un cas donné, il fallait « tenir compte de l'ensemble des circonstances, y compris les conditions particulières, la rigueur de la mesure, sa durée, l'objectif poursuivi et ses effets sur la personne concernée ». Et elle a conclu à la violation de l'article 3 du fait notamment de l'isolement prolongé du requérant dans l'affaire Cyril Khider c/ France, en 2009 (n° 39364/05). »

Pièce n°7

Qu'il sera rappelé que Monsieur XXX a été condamné pour des faits délictuels tels que des faits XXXXXX.

Que celui-ci est libérable pour à la date de XXX et qu'il doit pouvoir préparer sa sortie après une détention qui aura duré près de 10 ans pour avoir été écroué le XXX..

Aux termes de l'article R. 57-7-73 de ce code : " Tant pour la décision initiale que pour les décisions ultérieures de prolongation, il est tenu compte de la personnalité de la personne détenue, de sa dangerosité ou de sa vulnérabilité particulière, et de son état de santé. / () ".

Il résulte de ces dispositions que la décision de placer, soit en urgence et de manière provisoire, soit à titre préventif, un détenu à l'isolement, ne peut intervenir que si elle est strictement nécessaire pour assurer la sécurité de l'établissement pénitentiaire ou des personnes.

L'article R57-7-62 du Code de procédure pénale dispose que :

« La mise à l'isolement d'une personne détenue, par mesure de protection ou de sécurité, qu'elle soit prise d'office ou sur la demande de la personne détenue, ne constitue pas une mesure disciplinaire.

La personne détenue placée à l'isolement est seule en cellule.

Elle conserve ses droits à l'information, aux visites, à la correspondance écrite et téléphonique, à l'exercice du culte et à l'utilisation de son compte nominatif.

Elle ne peut participer aux promenades et activités collectives auxquelles peuvent prétendre les personnes détenues soumises au régime de détention ordinaire, sauf autorisation, pour une activité spécifique, donnée par le chef d'établissement.

Toutefois, le chef d'établissement organise, dans toute la mesure du possible et en fonction de la personnalité de la personne détenue, des activités communes aux personnes détenues placées à l'isolement. La personne détenue placée à l'isolement bénéficie d'au moins une heure quotidienne de promenade à l'air libre. »

En fait.

La motivation alléguée pour justifier la procédure d'isolement se fonde quasi exclusivement sur des orientations disciplinaires de sorte que la motivation de la décision de prolongation est colorée d'une nature de sanction.

En effet :

- *Considérant XXXXX*
- *La mesure des isolement est l'unique moyen de préserver et de garantir l'ordre et la sécurité des personnels de l'établissement*

Monsieur XXX a été transféré en X ans dans près de X établissements pénitentiaires, alternant également avec des mesures d'hospitalisation d'office.

La motivation de la mesure se fonde sur des faits anciens tel que la cinquantaine de CRI quand on observe que sur ces X dernières années seuls X CRI sont mentionnés (**en excluant les 2 CDD fictive**).

Dès lors, il apparaît que par exemple en XXX la détention de Monsieur XXX n'a pas été émaillée

d'incident.

Il est fait également état d'un incident du XXX qui ne ressort pourtant pas à la lecture de la fiche des synthèses des comparutions en commission de discipline.

Aucun élément du dossier ne permet de corroborer cet incident qui semble d'une particulière gravité.

Il y est également précisé qu'au cours d'une commission de discipline Monsieur XXX aurait déclaré être en rupture de soins.

Il y a lieu de préciser qu'aucune note de la commission n'a été versée au dossier concernant cette commission, la date même de cette commission n'étant pas sérieusement précisée de sorte qu'il est impossible pour Monsieur XXX de pouvoir y apporter un contradictoire.

De la même manière sur la tentative d'évasion de Monsieur XXX.

L'exercice des droits de la défense est là aussi compromis, la motivation de la demande de prolongation se fondant sur des éléments comminatoires à défaut d'être justifié en procédure.

Qu'enfin les événements ainsi invoqués datent pour la plus grande partie d'entre eux d'une période comprise entre XX et XX.

Quant aux plus récents incidents survenus depuis l'incarcération du requérant au précédant centre pénitentiaire de XXX, leXXX, il ressort des comptes rendus d'incidents et des décisions prises par la commission de discipline de l'établissement **ont donc déjà été pris en compte dans la précédente mesure de prolongation.**

Qu'à ce jour aucun élément nouveau ne permet d'indiquer que le comportement de Monsieur XXX XXX nécessiterait une mesure d'une telle gravité et serait l'unique moyen pour assurer la sécurité et la protection.

Qu'il ressort des observations produites au dossier que :

« XXX – Il attends que sa cabine soit activée a reçu ses affaires connaît la personne détenue maille calme pour le moment

XXX – Détenu arrivé ce jour vers les 11h50 de XXX. S'est manifesté rapidement via l'interphonie de sa cellule afin de pouvoir utiliser la cabine téléphonique. Il a retrouvé d'un précédent établissement le détenu XXXX (XXXX) avec lequel il semble avoir une grande complicité. Il a engagé un discours interminable avec ce dernier sur son passé « extérieur » et carcéral qui a provoqué. Repas distribué dans son intégralité. Rien de plus à rajouter le concernant. »

Pièce n°8

« Compte rendu : AA (...) Il souhaite sortir du QI et préparer sa sortie il déclare être satisfait de son affectation à XXX et par conséquent déclare que tout va bien se passer ici – Calme et correct lors de l'audience – Cne. »

Pièce n°9

Dans ces conditions, et en l'absence d'éléments récents prouvant que le comportement actuel du requérant nécessite qu'il soit maintenu à l'isolement, l'administration pénitentiaire ne fait valoir aucune circonstance particulière étayée qui conduirait à remettre en cause l'existence d'une

situation d'urgence découlant du maintien à l'isolement.

C'est ce qu'à pu retenir le Tribunal Administratif d'Orléans (n°2305071)

Pièce n°10

La procédure qui vise à assurer l'unique moyen de pouvoir assurer la protection ou la sécurité a été ici détournée afin de pouvoir réaliser une mesure disciplinaire d'une durée excessive à l'égard de Monsieur XXX.

La décision querellée encourt dès lors l'annulation en ce qu'elle constitue une erreur manifeste d'appréciation commise par le ministre de la Justice dans l'édiction de la décision litigieuse et un détournement de pouvoir en ce que cet isolement est coloré d'une sanction disciplinaire.

C- Sur la demande à fin d'injonction sous astreinte

Aux termes de l'article L. 911-1 du code de justice administrative : "*Lorsque sa décision implique nécessairement qu'une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public prenne une mesure d'exécution dans un sens déterminé, la juridiction, saisie de conclusions en ce sens, prescrit, par la même décision, cette mesure assortie, le cas échéant, d'un délai d'exécution.*".

Monsieur XXX sollicite que la décision le retraits de la décision litigieuse dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent jugement et qu'à défaut cette injonction soit assortie d'une astreinte de 100 euros par jour.

D- Sur les frais liés au litige :

Aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative : "*Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation.*".

Monsieur XXX sollicite que l'Etat soit condamné à verser au Conseil du requérant la somme de 1.500 euros sur le fondement de l'article L761-1 du Code de Justice Administrative et l'article 37 alinéa 2 de la Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

Le Tribunal ne pourra que constater que la décision dont recours porte une atteinte disproportionnée aux droits de la défense, du respect du contradictoire, et est contraire à l'article 3 de de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales en date du 4 novembre 1950 et au regard de sa situation personnelle.

Qu'en conséquence, les critères d'urgence et de doute sérieux sur la légalité de l'acte

attaqué au fond sont caractérisés justifiant la suspension de la prolongation de l'isolement de Monsieur XXX.

**PAR CES MOTIFS,
PLAISE AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF**

- ✓ **ACCORDER** à Monsieur XXXX le bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire ;
- ✓ **SUSPENDRE** la décision en date du XXX par laquelle le garde des sceaux, ministre de la justice a ordonné la prolongation du placement à l'isolement de xxxx au sein du centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan ;
- ✓ **ENJOINDRE** au ministre de la justice d'ordonner la levée de son placement à l'isolement dans un délai de 15 jours à compter de la signification du jugement à intervenir en application de l'article L. 911-3 du code de justice administrative ;
- ✓ En conséquence, **JUGER** que cette injonction sera assortie d'une astreinte de 100 euros par jour de retard
- ✓ **CONDAMNER** l'Etat à verser au conseil du requérant au titre des frais irrépétibles une somme de la somme de 1 500 euros, au profit de son conseil, par application combinée de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 sur l'aide juridique.

Fait à Bordeaux, le XXXX

Me XXXX

Bordereau de pièces :

1. Décision du XXX de prolongation de la mesure d'isolement par mesure de protection ou de sécurité, au-delà de deux ans à compter du XXX jusqu'au XXX
2. XXX